Futur palais présidentiel du Burundi : "Beaucoup de gens se sentent floués"

France 24, 14/04/2017 Des Burundais se retrouvent Ã la rue pour faire place au nouveau palais prÃ©sidentiel Depuis quelques jours, les autoritÃ©s burundaises ont entrepris la dÃ©molition de plusieurs maisons dâ€™un quartier rÃ©sidentiel (pho dans le nord de la capitale Bujumbura pour y dÃ©marrer les travaux du futur palais prÃ©sidentiel. Certains se sentent flouÃ©sâ€¦ dont des partisans du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. La construction du nouveau palais prÃ©sidentiel est prÃ©vue d longue date : le projet a Ã©tÃ© lancÃ© en 2009 avec le vote dâ€™une loi prÃ©voyant la construction du nouveau palais dans le quartier de Gasenyi.

Quatre ans plus tard, un accord avait Ã©tÃ© signÃ© avec lâ€™ambassade chinoise au Burundi, qui avait accordÃ© les fonds p la construction,Â soit environ 20 millions dâ€™euros. Cette somme a Ã©tÃ© prÃ©sentÃ©e par la Chine comme un don. Des pla palais avaient mÃªme Ã©tÃ© publiÃ©s dans la presse, montrant une imposante bÃ¢tisse, prÃ©vue pour occuper une surface totale dâ€™environ 40 hectares. Câ€™est donc un projet colossal, dix fois plus grand en superficie que les actuels bureaux et rÃ©sidences prÃ©sidentielles, qui ne dÃ©passent pas les 4 hectares. Officiellement, les travaux de ce nouveau palais prÃ©sidentiel ont Ã©tÃ© lancÃ©s pour concentrer bureaux et rÃ©sidence prÃ©sidentielle. Le gouvernement loue actuellement l bureaux prÃ©sidentiels Ã lâ€™ancien prÃ©sident burundais Michel Micombero, ce qui a notamment valu des soupÃ§ons de conflits dâ€™intÃ©rÃªts deÂ lâ€™Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques du Burundi. DÃ lancement du projet en 2009, les propriÃ©taires avaient Ã©tÃ© prÃ©venus : toute parcelle situÃ©e sur les 40 hectares du futur palais serait rÃ©quisitionnÃ©e, et les propriÃ©taires devaient cesser toute construction et se rapprocher du gouvernement pour une solution. Cependant, jusquâ€™Ã cette semaine, de nombreux propriÃ©taires nâ€™avaient toujours pas acceptÃ© ces accords, estimant que les dÃ©dommagements nâ€™Ã©taient pas suffisants. Des bulldozers dÃ©molissent les murs Mardi, les travaux sont passÃ©s Ã la vitesse supÃ©rieure : des bulldozers ont dÃ©barquÃ© sur les lieux, escortÃ©s par la police. Ils ont symboliquement cassÃ©s des murs des habitations rÃ©quisitionnÃ©es. Les derniers rÃ©calcitrants ont Ã©tÃ© sommÃ©s de sig un papier stipulant quâ€™ils quittaient volontairement les lieux.Â Plusieurs habitants ont affirmÃ© Ã des mÃ©dias burundais q nâ€™avaient pas vraiment eus dâ€™engagements clairs sur les indemnisations et quâ€™ils nâ€™avaient nulle part oÃ¹ aller en La rÃ©daction des Observateurs de France 24 est rentrÃ©e en contact avec des habitants de Gasenyi, qui ont expliquÃ© que le dossier Ã©tait "trÃ¨s sensible "et ont confiÃ© craindre de sâ€™exprimer par peur de reprÃ©sailles. Une habitante a tÃ©moign tÃ©lÃ©phone Ã RFI, un enregistrement en kirundi que nous avons pu consulter. Elle explique : Â«Â Nous ne savons pas oÃ¹ emmener nos familles et pour lâ€™instant, nous allons vivre dans la rue. Si le gouvernement dÃ©cide de dÃ©truire nos maisons sans quâ€™il ne nous ait donnÃ© dâ€™indemnitÃ©s, nous ne pouvons rien. Il est plus fort que nous. Les autoritÃ©s provinciale exhortent Ã aller nous abriter au bureau de la commune Mutimbuzi, mais lÃ -bas, on ne sait pas sâ€™il va y avoir des maisons disponibles pour nous [en rÃ©alitÃ©, la commune de Mutimbuzi a proposÃ© de stocker les biens de ces personnes, pas de les loger]. La commune se situe trÃ¨s loin des Ã©tablissements scolaires frÃ©quentÃ©s par nos enfants Ã Ganseyi [Ã un peu plus de 3 kilomÃ¨tres sur un espace vallonnÃ©, NDLR], est-ce que Ã§a signifie que pendant ce temps, ils ne pourront plus Ã©tudier ?Â Â» Pour le gouvernement, "certains habitants ont Ã©tÃ© escroquÃ©s" De son cÃ´tÃ©, le porte-parole de la prÃ©s burundaise, Jean-Claude Karerwa, contactÃ© par la rÃ©daction des Observateurs de France 24, explique :Â Â«Â Depuis 2009, la loi interdit de construire dans les 40 hectares dÃ©finis par le projet. Cependant, certaines personnes ont quand mÃªme Ã©rigÃ© des constructions et des plantations dans cette zone : elles sont en tort et nâ€™ont donc pas droit Ã lâ€™indemnisation. Le gros problÃ¨me pour nous, câ€™est que certains habitants ont Ã©tÃ© escroquÃ©s par des propriÃ©taire savaient que le terrain Ã©tait rÃ©quisitionnÃ©, mais qui ont quand mÃªme vendu leur parcelle. Le gouvernement est trÃ¨s prÃ©occupÃ© par cette problÃ©matique et a crÃ©Ã© une commission dâ€™enquÃªte pour Ã©valuer les responsabilitÃ©s.Â Â» parole nâ€™a en revanche pas Ã©tÃ© en mesure de confirmer Ã France 24 le montant exact des dÃ©dommagements, bien qu affirme que certains propriÃ©taires ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© indemnisÃ©s. Par ailleurs, il nâ€™a pas Ã©tÃ© en mesure de nous indiq commission pourrait rendre ses avis. "Un habitant avait mÃªme un portrait du prÃ©sident Nkurunziza dans son salon, juste avant que sa maison soit dÃ©molie" Hakizimana (pseudonyme) vit Ã Bujumbura. Il a suivi de prÃ¨s le dossier de Gasenyi et rencontrÃ© plusieurs propriÃ©taires. Â«Â Beaucoup de gens se sentent flouÃ©s, il y aurait environ une vingtaine de mÃ©nages concernÃ©s. La plupart ont le sentiment que les indemnisations sont faites Ã la carte, selon les matÃ©riaux composant leur maison : si leur maison est en briques de pierre, leur maison ne sera pas indemnisÃ©e de la mÃªme faÃ§on que sâ€™il sâ€™agit dâ€™adobe [de lâ€™eau mÃ©langÃ©e Ã de la paille pour fabriquer des briques, NDLR]. De plus, de no expropriÃ©s sont globalement trÃ¨s dÃ©Ã§us des indemnisations qui avaient Ã©tÃ© fixÃ©es en 2009, bien avant que le franc burundais ne sâ€™effondre. Aujourdâ€™hui, en moyenne, on leur propose 2500 francs burundais (1,30 euros) par mÃ¨tre carrÃ rÃ©quisitionnÃ©. Ce qui est curieux, câ€™est que la plupart de ces gens sont des sympathisants du CNDD-FDD [le parti du prÃ©sident Pierre Nkurunziza]. Jâ€™ai notamment rencontrÃ© un habitant qui avait un portrait du prÃ©sident Nkurunziza dans salonâ€¦juste avant que sa maison soit dÃ©molie.Â Â» Selon la presse burundaise, les autoritÃ©s locales ont tentÃ©, tant bien que mal, dâ€™organiser des solutions de derniÃ¨re minute. Le gouverneur de Mutimbuzi, Nadine Gacuti, a notamment demandÃ© Ã ceux qui nâ€™ont pas oÃ¹ allerÂ de se rendre au bureau de la commune MutimbuziÂ pour y entreposer leurs affaires.Â

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});